

LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE : UN HORIZON TOUJOURS FUYANT ?

Alain NZADI-a-
NZADI, Jésuite.
Directeur du
CEPAS et
Rédacteur en Chef
de *Congo-Afrique*.
nzadialain@
gmail.com

Emergence, développement, voilà des concepts qui alimentent depuis quelques années les discours politiques d'une Afrique encore à la traîne, dans la course au bien-être des citoyens. Les gouvernants rivalisent d'imagination pour proposer des échéances, à plus ou moins long terme, menant à l'horizon, encore évanescent, du développement. En attendant de se pencher plus amplement sur cette question cruciale qui envahit les discours des politiques africains, *Congo-Afrique* amorce, dans la présente livraison, les débats autour du développement de l'Afrique en revisitant quelques défis qui barrent encore la route au bien-être des populations.

Depuis les premières heures de la colonisation, la plupart des métropoles avaient, entre autres initiatives, misé le développement des jeunes Etats africains sur la construction des chemins de fer. La situation socioéconomique du monde actuel a certes évolué, notamment grâce à l'amélioration ou à la construction d'autres formes de voies de communication qui favorisent non seulement la mobilité des peuples mais aussi les échanges commerciaux. Il reste néanmoins vrai que l'impact socioéconomique d'un bon réseau ferroviaire n'est pas négligeable pour l'Afrique. L'intérêt de l'article d'Augustin Mbangala, spécialiste de la question, se situe dans son regard non seulement rétrospectif, mais aussi géographique et prospectif de la gouvernance des compagnies ferroviaires en Afrique noire. Une analyse critique qui débouche sur des suggestions concrètes pour que ce réseau de communication retrouve son rôle de moteur de développement en l'Afrique.

Mais pour qu'advienne l'horizon du développement, la société civile africaine doit redéfinir son rôle dans l'échiquier sociopolitique. Tout bien pesé, un regard critique sur la situation africaine révèle une société civile qui peine malheureusement à se démarquer des luttes politiques qui déchirent majoritairement au pouvoir et opposition. La lecture de Tryphon Bonga du cas de la société civile de la RD Congo épingle ce malaise à exorciser. La société civile congolaise semble, à en croire l'auteur, se tromper de partenaire dans son combat pour le bien-être des citoyens. Si elle veut jouer un rôle dans la transformation de la société, elle aurait intérêt à cesser de se définir en fonction des forces politiques (majorité ou opposition) et à devenir le porte-flambeau de son allié naturel qui n'est autre que le peuple. Une société civile qui finit par se politiser n'a pas de sens et perd de son indépendance. La radioscopie de la situation sociopolitique congolaise actuelle souligne donc toute la pertinence de la réflexion de Bonga.

Une société civile apolitique rejoint le rôle des intellectuels dans une démocratie, comme le rappelait déjà Kasereka dans un article paru dans *Congo-Afrique* en Mai dernier. En effet, analysant le contexte africain, il faisait part de son inquiétude au regard du nombre d'intellectuels qui endossent le costume de politiciens : « Encore sous le coup des douleurs d'enfantement de la démocratie, écrivait-il, nos États [africains] se caractérisent par le fait que le champ politique tend à absorber tous ceux qui devraient jouer le rôle crucial de critiques sociaux et qui, en tant que tels, seraient aussi les penseurs des changements sociaux et culturels exigés par l'idéal démocratique. Nos sociologues, nos politologues, nos juristes-constitutionnalistes que l'on dit éminents, sont happés ou se font happer par la politique [...] »¹ L'article de Bonga arrive ainsi en temps opportun, en ce moment où se reconfigurent les forces sociopolitiques de la RD Congo et où l'émergence du pays est devenue un slogan commun à tous les prétendants à la (re)conquête du pouvoir politique.

Une société civile africaine forte et indépendante, dans sa riche diversité où se retrouvent intellectuels, activistes des droits de l'homme, confessions religieuses et beaucoup d'autres forces sociales, peut plus efficacement contribuer à proposer une autre Afrique, prospère et débarrassée de clichés négatifs dans lesquels l'enferment certaines études africaines, comme s'emploie à le démontrer Kasereka dans sa réflexion sur « le désordre comme instrument politique : le défi éthique

1 Kasereka KAVWAHIREHI, « Des idéologues contre l'utopie. Méditation hérétique sur les nouvelles sensibilités africaines. », in *Congo-Afrique* (Mai 2016), n°505, p. 383.

et épistémologique des grilles d'analyse négatives en études africaines », publiée dans ce numéro.

On le voit, la bataille du développement de l'Afrique ne se passe pas uniquement sur le terrain économique. Si, d'aventure, les politiques constituent un frein au bien-être de la population, la société civile a le devoir de se positionner en alternative crédible pour les contraindre à reprendre le sens de la marche vers l'horizon du développement. Mais si la même société civile perd de son indépendance en s'empêtrant dans le champ politique, qui jouerait le rôle d'arbitre dans le combat sans merci que se livrent la majorité au pouvoir et l'opposition ? ■



Offrez-vous un numéro spécial *Congo-Afrique* :

ÉGLISE ET ÉTAT, AFRIQUE ET DÉMOCRATIE (avec la nouvelle carte des 26 provinces de la RD Congo)